

## ILS ONT DÉCIDÉ DE BOYCOTTER LES FESTIVITÉS OFFICIELLES DU 14 MARS

# Colère des non-voyants

**Les non-voyants sont en colère. Pour cela, ils ont décidé de boycotter les festivités portant célébration de la Journée nationale des handicapés prévue le 14 mars. La décision a été rendue publique hier par le vice-président de l'Organisation nationale des aveugles algériens (ONAA), M. Abderrahmani Saïd, lors d'une rencontre avec la presse.**

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Une rencontre qui a suivi une réunion des responsables de cette organisation au siège de de celle-ci à la rue Khemisti, à Alger. «Nous refusons qu'on nous utilise et de faire croire que les non-voyants algériens sont en parfaite symbiose avec les responsables de leur tutelle. Trouvez-vous normal que dans l'Algérie de «el iza oual karama», dans un pays où les réserves de changes ont dépassé les 120 milliards de dollars, le non-voyant perçoive 1 000 dinars d'aide mensuellement ? Jamais nous accepterons de faire dans la figuration. En tant que ONAA, nous avons décidé de boycotter ces festivités pour dire basta et qu'un véritable débat autour du handicapé soit engagé et éviter ainsi de faire dans l'amalgame et donner de

fausses informations», a déclaré M. Abderrahmani qui n'a pas retenu sa colère en la circonstance.

En effet, le conférencier a dressé un tableau peu reluisant de la situation de la communauté des non-voyants. Un tableau, selon lui, qui «fait du handicapé visuel, un citoyen de seconde zone, voire du deuxième collégé, puisque au sein même de la communauté nationale des handicapés, les non-voyants sont les laissés-pour-compte et leurs préoccupations ne sont guère prises en considération par les pouvoirs publics».

C'est suite à cette situation qualifiée de dramatique que l'ONAA a tranché sur la question, et ce, «sur pression et décision de la base, à savoir le boycott des festivités du 14 mars prochain». «La décision de boycott n'est pas fortui-

te. Elle est la conséquence directe de la situation que les non-voyants vivent au quotidien», explique notre interlocuteur, qui porte à notre connaissance que «les pouvoirs publics ne reconnaissent pas le handicap visuel comme tel, mais plutôt comme une maladie chronique. Alors qu'à travers le monde, le handicap visuel est classé comme un handicap et par voie de conséquence, il bénéficie d'une réelle prise en charge au même titre que les autres handicaps».

Saisissant cette sortie médiatique, le vice-président de l'ONAA dira que les non-voyants «revendiquent une reconnaissance réelle, soit au même titre que les autres handicapés qui perçoivent une aide mensuelle de 3 000 DA et qui est appelée à être revue à la hausse, l'augmentation du pourcentage de recrutement par les entreprises nationales tel que défini par la loi, alors qu'il est aujourd'hui de 1% mais surtout la révision de la loi du 8 mai 2002». «Nous avons tenu plusieurs réunions avec le ministère de tutelle, mais rien de concret n'a été réalisé. Djamel Ould Abbès a toujours dit qu'en ma qualité de

médecin, je suis le mieux placé pour ressentir les préoccupations des non-voyants. C'est de la poudre aux yeux. Il n'a rien fait. Lors de son passage à la télévision, il a donné de fausses informations. A plusieurs reprises, il s'est engagé à prendre en charge les doléances des non-voyants, mais rien n'a été fait. Les procès-verbaux sont là. Pourquoi fuit-il ses responsabilités ?», s'est interrogé M. Abderrahmani.

Notre interlocuteur porte à notre connaissance que «la base s'impatiente et menace d'investir la rue pour crier son ras-le-bol et dénoncer le mépris qu'on affiche à son égard».

C'est scandaleux, alors que le pétrole a franchi la barre des 110 dollars le baril, le non-voyant ne touche que 1 000 DA par mois, soit le prix d'un bidon de 5 litres d'huile de table. Nous interpellons le premier magistrat du pays et nous lui disons qu'une année après son discours du 14 mars 2007 lors duquel il a appelé à la révision des textes régissant les handicapés, rien n'a été fait pour nous».

A. B.

## ILS ONT ORGANISÉ HIER DES SIT-IN AU NIVEAU NATIONAL

# Les conseillers d'orientation persona non grata chez Benbouzid

**Les conseillers d'orientation scolaire ont organisé hier des sit-in au niveau des directions de l'éducation de l'ensemble des wilayas.**

Nawel Imès - Alger (Le Soir) - La délégation qui a été chargée de transmettre les doléances de ce corps de l'éducation a été ballottée toute la journée entre les différentes structures du ministère de tutelle et n'a finalement été reçue par personne. Les représentants des conseillers d'orientation sont repartis bredouilles et n'ont, une

fois de plus, trouvé aucun interlocuteur au niveau du département de Benbouzid. A ce dernier, ils étaient chargés de rappeler encore une fois que le statut d'orientation scolaire les avait lésés. Ils estiment en effet que l'élaboration de ce texte vise à «dégrader les conseillers d'orientation». Ce que les conseillers d'orientation reprochent aux dispositions du nouveau statut, c'est le changement d'appellation des conseillers d'orientation qui passent de conseillers principaux d'orientation scolaire à conseillers d'orientation et de

counselling ou guidance, ce qui entraîne une modification du mode de recrutement et l'évolution de la carrière. «Le recrutement des conseillers principaux en orientation et counselling (nouvelle appellation) se fait parmi les conseillers en orientation et counselling scolaire après 5 ans d'ancienneté minimum et examen professionnel, ou à partir d'une liste d'aptitude dans le cadre des 30% des postes avec condition de 10 ans d'expérience et plus. Alors que les conseillers principaux d'orientation scolaire ont 15 ans d'expérience minimum», rap-

pellent leurs représentants qui revendiquent pour «les conseillers principaux d'orientation scolaire la possibilité d'accéder à d'autres corps, notamment comme directeurs d'école d'enseignement moyen, directeurs des études dans les lycées et directeurs de lycée. Mais également la création de grades spécifiques pour les conseillers principaux, tels que conseillers spécialisés dans la recherche et conseillers spécialisés dans la prise en charge psychologique des élèves».

N. I.

## SYNDICAT D'ALGÉRIE POSTE :

# «Restons vigilants»

**Les femmes syndicalistes d'Algérie Poste se sont soulevées contre les luttes intestines qui règnent depuis quelques semaines dans l'entreprise.**

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) - Déplorant la campagne de dénigrement qui a visé la première responsable de l'entreprise, la section syndicale du siège de la direction générale d'Algérie Poste a

appelé les travailleurs à se mobiliser et à débattre sérieusement des véritables préoccupations de l'entreprise, et ne pas verser dans l'insulte et les attaques à tirs croisés. «Il faudrait recadrer sérieusement et intelligemment les débats, se hisser à hauteur des véritables préoccupations et des dangers qui guettent toutes les entreprises issues de la loi 2000-03 relative à la restructuration des P et T», lit-on dans le communiqué du syndicat.

Le danger, consiste, en effet, dans l'ouverture du capital d'Algérie Poste. Maintenant que l'ouverture du capital d'Algérie Télécom se précise de plus en plus et ce n'est qu'une question de temps, la réflexion sur Algérie Poste peut être envisageable dans ce sens. C'est ce que craint la section syndicale en invitant l'ensemble des travailleurs, y compris ceux qui mènent la guerre à la directrice de l'entreprise, de se concentrer sur

leurs menaces. «L'heure n'est pas aux règlements de compte mais plutôt à un assainissement responsable à tous les niveaux, pour mettre fin à cette agitation incompréhensible», signale-t-on encore dans le communiqué qui fait appel aux postières et postiers afin «de demeurer vigilants et sereins en de pareilles circonstances où la mobilisation doit rester le mot d'ordre de tout un chacun».

R. M.

## LE SALON DJAZAGRO SE TIENDRA DU 14 AU 17 AVRIL 2008

# Un forum professionnel des industriels de l'agroalimentaire

**En attendant que l'idée d'un salon national de l'agriculture en Algérie se concrétise à terme, le Salon international Djazagro poursuivra, le mois prochain, et pour la sixième fois, sa vocation de forum au service des professionnels des industries agroalimentaires.**

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Le pavillon central du Palais des expositions à Alger abritera, du 14 au 17 avril 2008, la sixième édition du Salon international des industries agroalimentaires, de la boulangerie, pâtisserie et de la restauration, Djazagro.

Cette manifestation économique et commerciale couvre les secteurs des industries agroalimentaires (équipements, ingrédients et emballages) et de la boulangerie, pâtisserie et restauration

(équipements, matériels de cuisson, produits et matières premières, services). Djazagro est organisé par le leader français de l'organisation des salons professionnels Comexpo Paris, l'Association française pour le développement des échanges internationaux de produits et techniques agroalimentaires (Adepta), la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (Caci) et la Société algérienne des foires et exportations (Safex).

Un rendez-vous qui bénéficie d'une campagne de promotion la plus étendue et en cours, tant dans toute l'Algérie qu'au Maghreb, en Afrique et dans le Moyen-Orient, selon le représentant de Comexpo Paris, Bertrand Laurent, qui a animé, hier, une conférence de presse à l'hôtel Hilton. Particularité commune à cette 6<sup>e</sup> édition et aux précédentes, le Salon Djazagro est réservé

exclusivement aux exposants fabricants et fournisseurs internationaux et algériens dont 80% d'étrangers. Ainsi, les distributeurs ou intermédiaires ne participent pas à cette manifestation qui veut promouvoir les professionnels de la transformation des produits agricoles. Trois cent dix exposants sont attendus sur une surface d'exposition de 10 000 m<sup>2</sup>, en notant la promotion inédite et spéciale des produits agroalimentaires français au niveau d'un espace Sopexa de 36 m<sup>2</sup> où une dégustation, un point d'informations et une cellule de relais «sécurité alimentaire» sont prévus. Rappelons que la précédente édition a drainé 300 fabricants de 18 pays dont 240 étrangers et 60 algériens. Cette dernière édition ayant été un succès même si elle s'est déroulée dans un contexte sécuritaire peu serein. Et des organisateurs sereins sur la participation étrangère à Djazagro

2008. De même que ce Salon est réservé uniquement aux visiteurs professionnels, le droit d'accès de 500 DA devant limiter l'accès aux visiteurs réellement intéressés. Dix mille visiteurs sont également attendus au Salon Djazagro dont la 5<sup>e</sup> édition a attiré 8 719 visiteurs, parmi lesquels 3 873 sont venus depuis d'autres régions de l'Algérie et près de 350 de l'étranger. Un salon qui veut poursuivre sa vocation de forum international des professionnels des industries agroalimentaires, en attendant que l'idée d'un salon national de l'agriculture en Algérie se concrétise à terme. Des pourparlers étant en cours entre les organisateurs français de Djazagro et leurs partenaires algériens ainsi qu'avec les autorités algériennes pour lancer éventuellement le 1<sup>er</sup> Salon national de l'agriculture en tant que manifestation spécifique.

C. B.

## CE MONDE QUI BOUGE

# Salon du livre de Paris, fallait-il le boycotter ?

Par Hassane Zerrouky

Le président Nicolas Sarkozy et son homologue israélien, Shimon Pérès, ont inauguré ce 13 mars le Salon du livre de Paris que plusieurs pays arabes ont décidé de boycotter.



Israël, en effet, en est l'invité d'honneur, et ce, à l'occasion du 60<sup>e</sup> anniversaire de la création de l'Etat hébreu, anniversaire qualifié par les Palestiniens de «neqba» (catastrophe) : en 1948, des centaines de milliers de Palestiniens, dont George Habache, devenu un des leaders de la résistance palestinienne, Edouard Saïd, intellectuel qui n'est plus à présenter, et leurs familles, ont été chassés de la terre qui les a vus naître par les milices israéliennes. Le moment choisi, une année et demie après la guerre d'agression destructrice du Liban en juillet 2006, un peu plus d'un mois après la terrible punition collective infligée à la population de Gaza, a un côté mauvais goût, voire de provocation à l'endroit d'un peuple à qui est refusé le droit de vivre dans un Etat indépendant dans des frontières reconnues avec Jérusalem-Est pour capitale.

Le Salon du livre de Paris est un événement exceptionnel de portée mondiale, un espace culturel où des écrivains de divers pays viennent à la rencontre de leurs lecteurs. Paris, qu'on le veuille ou pas, n'est pas n'importe quelle ville. C'est la capitale de l'art et de la culture. Elle n'a pas d'équivalent dans le monde. Elle est un passage obligé pour tout artiste, tout écrivain, tout intellectuel. Il n'existe nulle part ailleurs dans le monde un équivalent de l'Institut du monde arabe. Pour toutes ces raisons, Paris est devenue un lieu culturel et intellectuel incontournable.

Les pays arabes, particulièrement leurs maisons d'édition, ont attendu le dernier moment pour annoncer qu'ils boycottaient le Salon du livre. Pourtant, des intellectuels palestiniens avaient alerté à temps les régimes et l'opinion arabe. Mieux, des écrivains et intellectuels israéliens, à l'instar du grand poète Aaron Shabtaï, ont non seulement trouvé choquant qu'Israël en soit l'invité d'honneur, mais ont refusé d'y participer en raison de la tragédie que vit le peuple palestinien. Qui plus est, l'Union juive française pour la paix (UJFP) a dénoncé dans un communiqué le choix d'Israël comme invité d'honneur, motivant sa dénonciation par le fait que cet «Etat viole systématiquement le droit international, nie les droits du peuple palestinien, multiplie les crimes de guerre».

Certes, d'aucuns estiment qu'en boycottant un tel événement, on laisserait le terrain libre aux partisans de l'occupation israélienne des territoires occupés, qu'il faut y prendre part, débattre et porter la contradiction aux Israéliens afin de faire avancer la cause palestinienne. Sans doute. Mais il n'en reste pas moins que quelque part, ils se font les complices d'un tel événement. Les médias ne manqueraient pas de le présenter comme des «Arabes ouverts», «modernistes», «civilisés», luttant contre l'antisémitisme ! C'est ce message qui sera retenu et médiatisé. Leur voix pèsera peu. C'est la triste réalité.

En revanche, il était possible de faire autrement si les intellectuels arabes s'y étaient pris à temps. C'est prendre exemple sur les altermondialistes. A chaque fois que le G-8, le sommet des pays les plus riches de la planète, a lieu, les altermondialistes organisent un contre-sommet pour porter la voix des damnés de la planète terre !

Il était donc possible d'organiser un contre-Salon du livre rassemblant des écrivains et intellectuels arabes et israéliens progressistes. Ces derniers, peu connus dans les pays arabes parce que juifs, luttent à contre-courant de l'idéologie dominante en Israël, ne demandent pas mieux de participer parce qu'ils sont partisans d'un Etat palestinien indépendant et parce qu'en Israël même, ils ne cessent de dénoncer les crimes de l'armée israélienne. Des noms ! Les journalistes et écrivains, Amira Hass, Michel Warschawski, Ilan Pape, le courageux journaliste d'Haaretz, Gideon Levy, Amos Oz, et ce, sans oublier, côté français, Rony Brauman... Alors ?

H. Z.